



RENDU EXECUTOIRE LE

- 8 FEV. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 26/01/2023

Reçu en préfecture le 26/01/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230126-23\_A\_SE\_0173-AR



*Service  
des Etablissements et Services  
Sociaux et Médico-Sociaux*

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0173**

du **26 JAN, 2023**

Portant extension de l'habilitation partielle  
de la Résidence Autonomie « La  
Maisounnaïe » à Saint Sauvant gérée par  
le CCAS de Saint Sauvant à accueillir des  
bénéficiaires de l'Aide Sociale à  
l'Hébergement

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale du Département de la Vienne ;

VU le Schéma départemental des solidarités 2020-2024 adopté par délibération  
du Conseil Départemental de la Vienne le 20 décembre 2019 ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne du 17 février  
2017 fixant le taux de participation de l'aide sociale aux dépenses de fonctionnement du  
Foyer Restaurant pour personnes âgées et adultes handicapés de la Résidence Autonomie  
« La Maisounnaïe » de Saint Sauvant ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Général / Départemental n° 2010-A-DGAS-  
DHV-SE-0093 du 24 mars 2010 portant autorisation de la Résidence Autonomie « La  
Maisounnaïe » à Saint Sauvant, gérée par le CCAS de Saint Sauvant pour une capacité de  
20 logements pouvant accueillir 24 personnes au maximum ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2021-A-  
DGAS-DHV-SE-0233 du 9 septembre 2021 portant habilitation partielle de « la  
Maisounnaïe » de Saint Sauvant à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à  
l'hébergement pour 1 place ;

VU la convention n° 2021-C-DGAS-DHV-SE-0038 du 16 novembre 2021  
relative à l'habilitation partielle de la Résidence Autonomie « la Maisounnaïe » de Saint  
Sauvant à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

.../...

VU la délibération de l'Assemblée Départementale du 16 décembre 2022 relative à l'adoption du Budget Primitif 2023 ;

VU la demande d'extension d'habilitation partielle à l'aide sociale du CCAS de Saint Sauvant, gestionnaire de la Résidence Autonomie « la Maisounnaïe », reçue le 17 novembre 2022 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

### **ARRETE :**

**ARTICLE 1** : La Résidence Autonomie « La Maisounnaïe » de Saint Sauvant, gérée par le CCAS de Saint Sauvant est autorisée à augmenter sa capacité d'accueil des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement de 1 à 2 places à compter de la date de signature du présent arrêté.

En application de l'article L342-3-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'établissement s'engage à proposer ces places à l'accueil de personnes âgées ou en situation de handicaps bénéficiaires de l'aide sociale départementale, dans le respect des textes législatifs et réglementaires relatifs aux droits des usagers et des dispositions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé.

**ARTICLE 2** : Les conditions et modalités de l'habilitation partielle, l'accueil des personnes âgées et l'évaluation de leur prise en charge fixés par la convention n°2021-C-DGAS-DHV-SE-0038 susvisée, signée le 16 novembre 2021 restent applicables.

**ARTICLE 3** : L'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale peut être retirée dans les conditions prévues à l'article L313-9 du CASF.

Cependant, les droits et les conditions d'accueil du résident bénéficiant de l'aide sociale à la date du retrait d'habilitation ne sauraient être remis en cause.

**ARTICLE 4** : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département ([lavienne86.fr](http://lavienne86.fr)) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens» sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai

franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département ([lavienne86.fr](http://lavienne86.fr)) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 – 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérecours citoyens» sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le 26 JAN 2023

Le Président du Conseil Départemental

A blue ink signature, appearing to be 'Alain Pichon', written in a cursive style.

Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 26/01/2023

Reçu en préfecture le 26/01/2023

Publié le

**S'LO**

ID : 086-228600011-20230126-23\_A\_SE\_0173-AR